



HAL
open science

Le Traité d'économie hérétique ou l'économiste révolté

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

| Jacques Fontanel. Le Traité d'économie hérétique ou l'économiste révolté. 2020. hal-02626350

HAL Id: hal-02626350

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02626350v1>

Preprint submitted on 26 May 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le Traité d'économie hérétique ou l'économiste révolté¹

Pax Economica

Jacques Fontanel
Université Grenoble-Alpes
Grenoble, 1 mai 2020

Les économistes hétérodoxes n'ont pas toujours accès aux tribunes des journaux, sauf rares exceptions. Pour les médias, il faut parler politique avec les politologues, économie avec les modélisateurs, statisticiens, économètres, gestionnaires d'entreprises ou journalistes économiques du courant dominant (« mainstream »), avec des chiffres, des statistiques et des sondages qui impressionnent plus qu'ils n'informent. Les économistes « humanistes », ceux qui croient plus en l'utilité de l'économie pour l'homme que dans les mécanismes algorithmiques hypothétiques, sont clairement ostracisés². Le même discours est donc seriné, avec quelques points de détails qui font l'objet d'autant plus de débats qu'ils ne sont pas très importants sur le fond. Les dirigeants et les élites veulent que les Français soient performants, capables de travailler efficacement, plus efficacement même que tous leurs concurrents étrangers. Pour cela, ils doivent accepter de réduire leurs ambitions ou leurs besoins concernant le niveau de leur logement, la qualité d'exercice quotidien du travail ou les jours de vacances. Il n'est plus possible d'obtenir des revalorisations de SMIC ou de retraite, d'obtenir plus de crèches, la compétition l'interdit. Les élites prétendent constamment que l'économie nationale est à la limite de la crise, le système est toujours en ébullition, il faut encore croître, croître toujours, sans avoir pour autant une réelle augmentation du pouvoir d'achat ou de satisfaction des vrais besoins pour tous les citoyens. Cet essor économique profite d'abord aux grandes firmes, toujours jugées à la limite du dépôt de bilan, quand les fonds de

¹ Porcher, T. (2019), Traité d'économie hérétique. En finir avec le discours dominant. Pluriel. Fayard. Paris

² Je me souviens que lors d'une réunion des Présidents de l'HCERES, la note A accordée à un Centre de recherche avait été mise en parallèle avec le A obtenu par un autre Centre parisien dirigé par un Professeur d'économie souvent appelé à la télévision pour ses compétences en finance. Mon interlocuteur affirmait devant l'assemblée que le A du second était sous-estimé, alors que le A du premier était surestimé. Il demandait une réflexion sur ce point. Mon argumentation a été courte, malvenue certes, mais définitive. « Le premier centre, hétérodoxe, a toujours affirmé que la crise de 2008 était inéluctable. Le second a toujours affirmé qu'il fallait continuer à libéraliser la finance mondiale, alors même que les excès étaient patents ». La réponse de l'interlocuteur a été la suivante « Mais d'un point de vue de la qualité méthodologique, il n'y pas de comparaison entre ces deux Centres ». J'ai rétorqué : « Ce qui est important pour les économistes scientifiques, ce n'est donc pas d'avoir raison, mais c'est d'utiliser une méthode rigoureuse, mais hypothétique, qui fournit des résultats erronés. J'ai l'impression que vous auriez voté pour ceux qui, dans leur quasi majorité, affirmaient encore que la Terre était plate, car la méthode religieuse était indiscutable ». Le statu quo fut alors retenu, avec de nombreux grincements de dents.

pension pensent qu'il est normal d'obtenir un retour sur investissement minimal de 12% l'an. Les actionnaires ne sont pas attachés à la firme pour elle-même, ils recherchent le rendement maximal de leurs actions. Si l'entreprise s'affaiblit à long terme, ce n'est donc pas à eux de la renforcer en acceptant une réduction du montant de leurs rémunération. Les variables d'ajustement sont donc les salaires, les licenciements ou le sous-investissement, lequel conduira inéluctablement à la perte définitive de compétitivité.

Dans la logique libérale, l'Etat ne doit jouer aucun rôle stratégique en encadrant les marchés, notamment financiers. Or, l'économie développe des modes de régulation de la production, de la consommation et de la distribution des revenus qui expriment, à un moment précis, autant de rapports de force entre les agents économiques. Des idées toutes faites, souvent prônée par des économistes encore influencés par des idées d'un autre siècle, énoncent l'efficacité et l'autorégulation des marchés financiers. Même la crise financière de 2007-2008 qui s'est étendue à l'ensemble de la planète, n'a pas modifié au fond leurs analyses, après avoir pourtant appelé l'Etat à la rescousse pour aider les banques et les entreprises en grande difficulté économique. Après un court instant court de contrition, ces mêmes économistes très médiatiques ont repris leurs analyses néoclassiques, comme s'ils étaient les serviteurs (laquais) des marchés et des grandes fortunes. C'est toujours vers les moins bien lotis que les efforts sont demandés pour conserver cette fameuse compétitivité.

Les économistes libéraux par idéologie veulent réduire la part du secteur public en France, mais ils ne savent pas reconnaître les avantages de celui-ci au regard du comportement du secteur privé des autres pays. Les organisations internationales ont pour objectif de défendre le libre-échange et la propriété privée. L'Union européenne promeut le marché le plus libre possible et elle réduit ainsi considérablement les marges de manoeuvre des Etats membres. Le FMI impose des politiques économiques libérales pour apporter un appui aux pays en développement, et il est possible de considérer que son intransigeance n'en fait pas un ami des pays du Tiers-Monde. Pourtant, le soutien de l'Etat aux citoyens en difficulté a pour intérêt de réduire les inégalités mais aussi d'élever la croissance économique par la consommation et la demande. Certes, la dette publique augmente, mais il ne faut pas non plus oublier que celle du secteur privé lui est bien supérieure. Tant que ces politiques domineront le système économique et financier mondial, il subsistera des hommes et femmes menacés constamment de dénuement, de s et de précarité. Alors que les richesses n'ont jamais été aussi importantes dans le monde, s'est levé le vent de la violence d'un système à l'encontre des plus démunis, que l'expérience de la pandémie du Covid-19 met encore plus clairement en évidence.

Si le système privé est incapable de résoudre le chômage permanent, alors ne faut-il pas que l'Etat intervienne et s'engage dans des productions économiques qui pourraient concerner aussi bien les produits industriels que les services ? Mais cette possibilité est normalement interdite par les règlements européens et internationaux, ce que refusent d'accepter les pays asiatiques les plus dynamiques. Les normes du marché supposent que le fonctionnement de la propriété privée est régulateur, au contraire de l'action de l'Etat. Dans ces conditions, le système privé ne remplit pas sa mission, car l'objectif d'une économie ne peut pas être que le profit, mais plus certainement la satisfaction démocratique des besoins des citoyens.

Plusieurs questions méritent d'être alors abordées.

- La science pourrait-elle alors être constamment mise en défaut ? Ou faut-il considérer que cette science humaine n'est au fond qu'une idéologie ?
- La financiarisation de l'économie internationale, animée par les processus multiples de spéculation, est-elle déstabilisante, comme l'affirmaient de nombreux partisans de l'économie de marché, comme Keynes ?
- Que signifie le concept de justice économique ? Est-il compatible avec la notion de justice sociale ?
- Dans un système qui privilégie l'action du secteur privé, quel est le rôle spécifique de l'Etat ?
- La globalisation de la compétition économique internationale conduit-elle à l'amélioration généralisée des conditions de vie des citoyens ?

L'économie n'est pas une science

L'économie n'est pas une science, même expérimentale, car en économie « les événements et les conditions de production, de consommation et de répartition ne se déroulent jamais pareils à eux-mêmes, dans le temps et dans l'espace ». Il est impossible de définir une légitimité scientifique car à son origine l'économie était d'abord politique. Les lois déterminent le potentiel d'action économique des personnes, des sociétés, des associations. Elles évoluent dans le temps. Pour les économistes libéraux, il existe un modèle systémique de concurrence du secteur privé qui optimise la production et répartit les fruits de celle-ci en fonction de l'apport productif de chacun. Cette vision « théorique » et « scientifique » suggère à toutes les entités économiques de faire coïncider leur fonctionnement, leurs lois et leurs structures à ceux du modèle théorique. Autrement dit, l'optimum équilibrant produit par l'économie de marché concurrentielle doit constituer l'objectif fondamental d'une société. En revanche, les hypothèses utilisées sont particulièrement éloignées des réalités sociétales, et le système de concurrence subit de nombreuses inflexions qui s'éloignent des hypothèses d'optimisation. Cependant, peu importe, même si les hypothèses ne sont pas satisfaites, les économistes libéraux jaugent de leur influence réelle sur les

résultats obtenus et considèrent que ces entorses ne modifient pas fondamentalement cet optimum.

Pourtant, alors que le capitalisme et l'économie de marché veulent faire de la concurrence le cœur du système économique comment expliquer l'existence de monopoles de fait de nombreuses activités (notamment les GAFAM³), la protection privée des brevets industriels (en faveur d'entreprises qui ont par ailleurs souvent bénéficié de la recherche publique fondamentale), les effets de domination ou les guerres économiques ? Jusqu'à quel degré accepter l'abus⁴ de la propriété ? Comment expliquer la notion de taux de croissance quand une pollution permet parfois de l'améliorer ? L'homme n'est pas qu'un agent économique, il a bien d'autres valeurs que l'économiste est souvent incapable de prendre en compte, notamment du fait de l'excessive spécialisation des sciences sociales et humaines. L'économiste peut élaborer toutes les hypothèses qui lui conviennent, mais il limite son champ à sa propre compétence, sans s'interroger sur tous les autres facteurs qui justifient les comportements des hommes, dont certains sont explicités dans d'autres disciplines scientifiques, qui vont nécessairement modifier les résultats attendus. La science s'est abandonnée à l'hyperspécialisation, ce qui l'a conduite à ne donner que des solutions parcellaires, toutes choses égales par ailleurs. En outre, toutes les théories sont biodégradables sous l'effet de découvertes nouvelles ou d'évolutions sociétales aléatoires.

Les controverses économiques ont toujours existé. Le passage du « juste prix » au mercantilisme, de la recherche de la puissance des Etats vers l'ouverture internationale des marchés⁵, de l'intérêt du colonialisme ou de l'esclavage pour la croissance et le développement économique, de la lutte des classes de Karl Marx, en passant par la relance économique keynésienne, jusqu'à la fatidique domination du monétarisme friedmanien qui débouche sur des inégalités croissantes et des crises économiques aux effets si dangereux pour le bien-être des populations actuelles et futures. A force d'hypothèses de moins en moins représentatives de la réalité du fonctionnement d'un système, la science économique apparaît comme un paravent de la vraie guerre économique sous-jacente qui se joue entre les firmes, les Etats, mais aussi entre les actionnaires et les salariés à armes

³ Pouvoirs (2018), Solutions pour reprendre le pouvoir sur les données (2018) La datacratie », Revue Pouvoirs Le Seuil, Paris. Delesse, C. (2016), NSA. National Security Agency. Taillandier., Paris.

Fontanel, J., Sushcheva, N. (2019), La puissance des GAFAM : réalités, apports et dangers, AFRI, Annuaire Français des Relations Internationales, Paris.

⁴ Le droit romain établit trois règles à la propriété : l'usus, le fructus et l'abusus.

⁵ Montesquieu (1758, 1995), De l'Esprit des lois, Gallimard, 2 volumes, Paris.

Fontanel, J. (2019) Les analyses philosophiques et économiques des liens entre la guerre et l'économie jusqu'en 1776. ILERI Blog. Paris, France. 2019.

inégal⁶. La fameuse paix économique ne serait-elle qu'un succédané aux conflits armés ?

Les controverses en économie sont inévitables, car les intérêts des uns se heurtent parfois aux intérêts des autres. C'est pourquoi toute entité nationale demande à l'Etat d'arbitrer ces conflits que, sur le moyen et long terme, aucune loi économique ne peut, seule, arbitrer. Si la science économique avait le pouvoir de conduire la gestion courante de la vie des hommes, elle serait particulièrement utile pour donner des conseils efficaces et indiscutables aux pays en développement pour sortir de leur état et elle saurait donner les signaux d'alarme pour éviter les crises économiques. Ainsi, le « fameux consensus de Washington » proposé par le FMI recommandait la privatisation, la stabilisation et la libéralisation de l'économie pour le développement des pays les moins développés. Le bilan a été catastrophique, au bénéfice d'ailleurs des grandes firmes multinationales, au détriment des citoyens des pays concernés. Les pays qui ont réussi leur développement économique sont justement ceux qui n'ont pas accepté ces préceptes et qui, tout en libéralisant, ont fait appel au soutien affirmé de l'Etat pour créer des entreprises publiques, comme autant de « champions nationaux » capables de lutter efficacement face à la concurrence internationale des firmes étrangères déjà bien implantées sur les marchés mondiaux⁷. L'exemple de la Corée du Sud est significatif dans ce contexte. Voilà une expérience que l'école expérimentale ferait bien de mettre en avant dans sa défense insensée d'une économie de marché généralisée. La libéralisation de l'économie, comme le rappelait List, n'avantage jamais les pays dont les forces productives sont encore en situation d'infériorité par rapport aux autres Nations et grandes firmes multinationales, elle les empêche même de sortir de leur état⁸.

Tout modèle pour représenter un système économique implique des hypothèses, des postulats, il comprend aussi l'idée sous-jacente selon laquelle l'avenir n'est que le résultat linéaire du passé. L'économie traite des hommes et non pas des choses. Le système de production, de consommation, de répartition ne représente pas l'intégralité de la vie des hommes, même s'il y contribue. Bien d'autres valeurs sont alors mises de côté, négligées, alors même qu'elles transcendent le matérialisme, qui lui-même ne manque pas d'être plus que sa propre substance, mais aussi un rapport à l'autre. Les conditions d'existence humaines peuvent être variées, fondées sur des croyances, des convictions, des sentiments et des perceptions

⁶ Saby,B., Saby, S. (2019), La science économique, paravent de la guerre économique, AFRI, Annuaire Français des Relations Internationales.

⁷ Guilhaudis, J-F. (2017), Relations internationales contemporaines, LITEC, Paris. Smith, R., Fontanel, J. (2008). International security, defence economics and the powers of nations, in J. Fontanel, Chatterji, M. (Eds), War, peace and security (pp. 37-51). Emerald.

⁸ Fontanel, J. (2018), Puissance et nationalisme économique, PSEI, Paix et Sécurité Européenne et Internationale, Université de Nice Sophia-Antipolis.

de court et de long terme qui ne s'inscrivent pas nécessairement dans le schéma du système économique et qui en modifient les comportements attendus par la rationalité économique. Dans ces conditions, les modèles construits par les économistes sont nécessairement partiels, car ils ne transportent pas dans leurs variables, le cœur et l'ensemble des désirs d'une humanité diverse, solidaire et conflictuelle.

« L'emprise de l'économie sur les sociétés modernes ne fait qu'un avec le retrait du sacré qui les constitue. Ce retrait est lui-même concomitant d'un déchaînement de la concurrence entre les hommes et des passions destructrices qui l'accompagne comme jamais il ne s'en est produit dans l'histoire. Le paradoxe [...] est le suivant : l'économie théorique et la pensée politique qu'elle inspire nient qu'il y ait ici une quelconque menace pour la stabilité des sociétés et le bien-être de leurs membres. Les économistes utilisaient naguère l'expression en forme d'oxymore, la "concurrence pure et parfaite", pour asseoir cette dénégation. Cette formule signifiait que les gens n'avaient en fait pas besoin de se rencontrer ni d'échanger autre chose que des marchandises, encore moins de s'aimer, pour former une société efficace et pacifiée. Cette utopie en forme de cauchemar est peut-être le prix à payer par une société désormais dépourvue des protections que le sacré lui assurait. L'économie, à la fois réalité et pensée, occupe en creux la place du sacré⁹. »

Pour Edgar Morin, la crise devrait ouvrir nos esprits depuis longtemps confinés sur l'immédiat¹⁰. On cherche à prévoir l'avenir de 2025, alors que l'on ne comprend plus 2020. « Attends-toi à l'inattendu ». Une crise met en évidence une défaillance des régulations d'un système. Les solutions immédiates créent des problèmes parfois importants à régler dans l'avenir. La science doit vivre de communications multiples en lien avec les réalités. Les remèdes peuvent naître là où on ne les attend pas comme l'a montré Flemming avec sa pénicilline. Les dogmes constituent autant de barrières qui portent une ombre silencieuse et dangereuse sur l'avenir. Mais qu'importe, pour nombre des dirigeants d'entreprise, le vieux proverbe s'applique « après moi, le déluge ».

Le poids de la finance

Avec l'école de Chicago et les politiques libérales de Reagan et Thatcher, il a été décidé de réduire le rôle économique de l'Etat, de privatiser les entreprises publiques, de limiter les réglementations en vue de laisser les mécanismes du marché opérer. Dans ces conditions, « le système passe d'une économie plutôt administrée à une économie de marchés financiers

⁹ Dupuy J.P. (2010), La marque du sacré, Ed. Flammarion, Paris.

¹⁰ Morin, E. (2020), Le Monde 18-20 Avril.

libéralisés »¹¹, contre les avis anticipés de Keynes ou de Marshall, par exemple. Ainsi, de nouveaux équilibres de pouvoir sont développés, donnant une place primordiale aux actionnaires et aux opérateurs financiers. L'objectif assigné à l'Etat est de favoriser l'essor des capitaux, en réduisant à la fois les impôts des entreprises et ceux des hauts revenus. La finance internationale a obtenu la déréglementation (suppression des règlements et contrôles des services bancaires sur le marché des changes, libéralisation des taux d'intérêt à long terme, création de nouveaux produits financiers ou essor des produits dérivés), la désintermédiation (qui permet le recours direct des opérateurs sur les marchés financiers et la mise en place du processus de « titrisation ») et le décloisonnement des marchés nationaux (qui supprime les frontières entre les marchés séparés des titres à court, moyen ou long terme et entre les marchés des changes)¹². Dans ces conditions, le capitalisme financier domine le fonctionnement des économies de marché. La finance est devenue indépendante, elle se préoccupe de moins en moins du financement des entreprises. La priorité de ses opérateurs est de spéculer sur des valeurs mobilières des entreprises. Le résultat obtenu est donc inverse à celui attendu. L'entreprise aujourd'hui finance la Bourse. Le modèle stakeholder (primauté des dirigeants et salariés) se transforme en modèle shareholder qui donne la priorité de l'action et de la distribution des revenus aux seuls intérêts des actionnaires.

Dans ce contexte, les marchés financiers exercent une pression considérable sur le fonctionnement des firmes. Le dirigeant voit son salaire et ses stock-options alignés sur les revenus des actionnaires. Il a pour objectif de satisfaire les marchés financiers, lesquels ne cessent de spéculer pour accroître les propres profits et revenus de ses opérateurs. Dans ces conditions, il s'agit pour lui d'optimiser le profit de court terme, alors que les activités industrielles ont plutôt besoin d'un projet de long terme. A la suite de la pandémie du Covid-19, de nombreuses grandes firmes multinationales se trouvent en grande difficulté, notamment parce qu'elles ont été aspirées les exigences, notamment boursières, de court terme et qu'elles n'ont pas constitué les stocks nécessaires pour faire face à une difficulté économique de cette dimension. La fameuse flexibilité exigée des entreprises est devenue un fardeau difficile à résoudre. De fait, avec la financiarisation, l'investissement a diminué, les entreprises du CAC 40 distribuent deux fois plus de dividendes que de nouveaux investissements¹³. Les actifs financiers des ménages sont souvent gérés par des investisseurs institutionnels, dont le poids sur les marchés financiers est considérable. Jeremy Rifkins a pu

¹¹ Porcher, Op. Cit. p. 109.

¹² Fontanel, J. (2005). La globalisation en analyse: géoéconomie et stratégie des acteurs. Editions L'Harmattan.

¹³ Chavagneux, C. (2017), Deux fois plus de dividendes que d'investissements, Alternatives économiques, 11 Janvier.

démontrer que parfois ces « zinzins » prenaient des décisions qui pouvaient aller à l'encontre de l'intérêt global de leurs mandants¹⁴. Le pouvoir des fonds de pension est si important qu'ils peuvent faire pression sur les gouvernements, souvent endettés et devant faire appel aux marchés financiers, pour obtenir des avantages particuliers concernant la baisse de la fiscalité ou plus de flexibilité sur les marchés du travail.

Lorsqu'il faut faire face à une difficulté économique particulière, les actionnaires sont suffisamment puissants auprès des dirigeants de l'entreprise, pour exiger de recevoir intégralement leurs dividendes. Dans ces conditions, la variable économique suffisamment flexible est le salarié, lequel peut alors être licencié pour réduire les coûts et permettre ainsi à la firme de conserver une situation concurrentielle satisfaisante. La masse salariale dépend alors des aléas de la conjoncture. Si les rapports de force ne sont conjoncturellement pas en faveur de l'entreprise, celle-ci sera conduite à réduire ses investissements et à perdre un fort potentiel de compétitivité à court ou moyen terme. Même si l'usine fait des profits, ceux-ci peuvent être jugés insuffisants au regard du potentiel du marché. En termes d'opportunité, d'autres investissements sont plus « profitables » pour l'actionnaire. Dans ce cas, le salarié est débauché, il devient la seule variable d'ajustement. Il y a là une expression claire d'un conflit d'intérêt qui est toujours réglé par celui qui possède. Il y a donc bien une lutte des classes à l'intérieur même de l'entreprise multinationale, dans laquelle le travailleur n'a pas plus de considération qu'un outil de travail, une machine, parfois même bien moins. S'il y a des erreurs stratégiques de long terme de la firme, ceux qui ont pris la décision ne seront pas sanctionnés. S'il y a eu un sous-investissement concernant la lutte contre la pollution produite par une entreprise, le chantage peut alors s'exercer en toute légalité. Soit les autorités publiques subventionnent la dépollution, soit les emplois du site seront menacés. Il n'est que rarement mis en évidence que ces pollutions auraient pu être limitées dès l'origine de l'investissement, et si ce n'était pas possible pourquoi n'avoir pas réservé des provisions pour lutter contre ce fléau ? Dans ce cas d'espèce, il y a un mépris manifeste des propriétaires à l'égard des autres acteurs économiques, comme les services publics, les citoyens et les salariés.

L'exigence des actionnaires pour des rendements toujours plus élevés au service de leurs dividendes est socialement catastrophique pour certaines régions qui passent sous les fourches caudines de la cupidité poussée à l'extrême. Pour le dirigeant d'entreprise, il peut ainsi obtenir d'excellentes rémunérations de court terme. Si les résultats attendus par l'actionnaire ne sont pas au rendez-vous, il est renvoyé avec d'importantes indemnités. Lui aussi fait partie de la caste, ainsi que certains de ses collaborateurs, stock-

¹⁴ Rifkin, J. (2019), *The New Deal vert mondial, Les liens qui libèrent*. Pp. 159-188

options exigent. « A long terme, l'entreprise n'innove plus, les machines et les infrastructures vieillissent. L'entreprise finit souvent par être rachetée par un concurrent plus puissant. De nombreux fleurons de l'industrie française ont connu ce funeste destin »¹⁵. L'Etat n'a pas eu suffisamment de courage pour sauver Alstom. « La cohésion sociale ne méritait pas qu'on brusque ces actionnaires, fonds institutionnels, de peur qu'ils partent ailleurs investir leur argent »¹⁶. L'éthique n'existe plus dans les « affaires », dont le secret témoigne bien souvent leur caractère douteux, voire délictueux, toujours amoral.

Quelle justice sociale ?

La définition même de justice fait controverse. Dans l'ordre économique, la justice des libéraux considère que chacun perçoit ce qu'il mérite. L'homo oeconomicus est un être rationnel, sans héritage, motivé principalement par sa condition économique. Tout acteur économique est rémunéré à sa propre productivité marginale, sur la base d'un modèle qui n'implique évidemment aucun rapport de force entre les capitalistes et les salariés. Au fond, le richissime homme d'affaires ou le rentier méritent leurs revenus et patrimoines, tout comme le chômeur est un individu qui ne sait pas se faire violence pour trouver du travail et préfère profiter de l'assistance collective. L'existence des riches est d'ailleurs considérée comme une bonne situation pour les pauvres, car la « théorie du ruissellement », tout comme la main invisible, permet à ces derniers d'en profiter et d'améliorer ainsi leur bien-être. Plus les riches sont riches et plus les pauvres ont l'opportunité de sortir de leur pauvreté. C'est une situation biblique. C'est même la raison pour laquelle l'impôt sur la fortune a été supprimé en France. Cela n'explique nullement pourquoi le chômage est toujours aussi omniprésent dans la crainte du lendemain de tant de salariés et pourquoi le pouvoir d'achat de la moitié basse de la population américaine n'a pas progressé depuis quatre décennies. « Dans le long terme, nous serons tous morts », rappelait Keynes.

Le mythe de la réussite individuelle doit être revue. Les réussites de tous les chefs d'entreprise dépendent des conditions sociales dans lesquelles ils ont été élevés. Ils ont bénéficié des règles de cette société, d'une éducation appropriée, d'un apprentissage de compétences, des investissements collectifs en matière de recherche-développement, de personnels compétents pour les soutenir dans leurs actions productives et commerciales, ils ont su ainsi profiter de vraies opportunités, souvent créées par l'Etat lui-même. Les Etats-Unis sont le sanctuaire du capitalisme, le

¹⁵ Porcher, Op. Cit. p. 118

¹⁶ Porcher, Op. Cit. p. 119

dollar un instrument de sa puissance. Si de nombreuses technologies naissent dans ce pays, ce n'est pas un hasard au regard de sa puissance économique, de la qualité des formations qui attirent les personnes parmi les mieux formées du monde, aguichées par des bourses, des conditions de travail et des revenus autrement supérieures à celles de la plupart des autres pays. Ainsi naissent des surhommes, rarement des surfemmes au regard d'un système économique et moral qui ne favorisent pas le potentiel de ces dernières.

A l'inverse, penser qu'un travailleur courageux doit accepter n'importe quel salaire est indécent, au regard des conditions de l'offre. Pendant des années, les Grecs ont parfois occupé deux emplois pour satisfaire leurs besoins élémentaires. Les politiques d'austérité ont été difficiles pour les travailleurs de tous les pays, mais il fallait que les Etats remboursent leurs dettes, lesquelles ont été accrues par l'évasion et l'optimisation fiscales et par les aides et soutiens des gouvernements aux banques et entreprises face aux crises récurrentes du système capitaliste.

Le mérite et son défraiement dépendent du système économique et social lui-même. L'efficacité d'une action ne peut pas être analysée seulement à l'aulne de l'échange marchand. Dans ces conditions, l'analyse purement économique marchande n'est pas opportune pour considérer l'intérêt d'une opération humaine¹⁷. Pourtant, les choix économiques restent fortement imprégnés des valeurs de l'économie de marché, non pas celle qui existe réellement, mais celle qui est artificiellement modélisée dans notre culture commune. Le marché est là pour trouver toutes les solutions, la « main invisible », si invisible qu'elle n'existe toujours pas, a fait ses ravages dans la mentalité des personnes humaines. A partir du moment où l'économie de marché est valorisée, les Etats doivent cesser leurs interventions économiques. Pourtant, dès qu'une catastrophe économique apparaît, tous les acteurs privés se retournent vers l'Etat pour lui demander de l'aide. Dès que l'économie est remise à flots, les condamnations pour son endettement sont féroceement énoncées, comme si l'histoire réelle des événements avait été gommée, comme si la responsabilité du secteur privé n'était toujours pas engagée. Dès les ressorts de la crise éteints, les banques et les firmes qui ont demandé le soutien de l'Etat exigent une réduction de la fiscalité pour que les entreprises survivent à la compétition. Dans ce contexte, les services publics sont doublement sacrifiés au bénéfice des dividendes actionnaires. Pourtant, le marché n'a sans doute jamais permis d'obtenir une allocation optimale des ressources, notamment parce le travail des hommes est socialement contraint par le système.

¹⁷ Saez, E., Zucman, G. (2020), *Le triomphe de l'injustice ? Richesse, évasion fiscale et démocratie*. Le Seuil, Paris. Fontanel, J. (2020), *Le triomphe de l'injustice. Une lecture libre du livre de Saez et Zucman*. hal-02546608.

La volonté des « élites », des financiers, des actionnaires et des dirigeants d'entreprises est de réduire toutes les contraintes publiques sur l'emploi des salariés. Il s'agit de remettre en question un Code du travail jugé compliqué, trop lourd et toujours archaïque, même s'il a été modifié presque à l'issue de toutes les élections présidentielles en France. Depuis plusieurs années, face à la concurrence des salariés des pays en voie de développement, une pression très forte est faite pour augmenter le temps de travail hebdomadaire, limiter les salaires, donner plus de flexibilité aux choix de l'employeur. Il a été créé successivement les contrats à durée déterminée en 1979, après la légalité accordée à l'intérim en 1972. Des réformes multiples ont été engagées depuis cette date, permettant d'augmenter les stages ou de définir de nouvelles règles relatives au marché du travail. Aujourd'hui les CDD et les intérim, en grande précarité, sont nettement majoritaires dans les emplois du secteur privé. Au fond, ces réformes, souvent suscitées par le patronat, ont toujours eu pour but de remettre en cause le programme du Conseil National de la Résistance.

Dans ces conditions, il est difficile de parler de progrès économique et social de la grande majorité des Français, une sorte de retour en arrière vers une vie de plus en plus dépendante des desideratas des entreprises et de leurs actionnaires. Or, la flexibilité du travail n'a pas conduit à la baisse du chômage. Le Conseil d'analyse économique souligne qu'il n'y a pas de corrélation entre le niveau de protection de l'emploi et le taux de chômage¹⁸. Cette analyse a été confortée par des études de l'OCDE, institution internationale qui avait exprimé un avis contraire dix années plus tôt¹⁹. Cette analyse confirme toutefois, sans la souligner, la violence du capitalisme libéral assumé. Le chômage n'est pas le juste résultat d'un comportement inapproprié des demandeurs d'emplois, mais la plupart du temps il est la conséquence de politiques macroéconomiques et sociales inadaptées.

Si l'on devait suivre les normes libérales, il faudrait rémunérer les travailleurs au minimum vital et social pour la reconstitution de leur force de travail et celle à venir de leurs enfants. A force de pressurer les personnes, on pourrait en revenir à une formule d'emploi proche de celle de l'esclavage, sans pour autant considérer les employés comme des éléments de patrimoine à maintenir en bonne santé. Robert Fogel et Stanley Engerman²⁰ ont montré, sur la base d'une étude quantitative, que les conditions de vie des esclaves noirs sur Sud des Etats-Unis étaient supérieures à celles des ouvriers yankees blanc du Nord. Ils étaient mieux nourris, travaillaient un peu moins, mais ils n'étaient pas libres. Cependant qu'est-ce que la liberté si les besoins de la vie courante (nourriture, santé,

¹⁸ CAE (2015), Protection de l'emploi, emploi et chômage, Focus, n°003.

¹⁹ OECD (1994), The OECD Jobs Study : Facts Analysis, Strategies, OCDE, Paris.

²⁰ Fogel, R.W., Engerman, S.L. (1974, 1995), Time on the Cross : The Economics of American Negro Slavery, W.W. Norton and Company.

sécurité) ne sont pas satisfaits. Il reste la liberté de souffrir, de subir et de mourir.

La liberté, l'égalité et la solidarité des frontons de la République sont des slogans publicitaires d'une République qui arase progressivement le bien-être de la grande majorité de ses citoyens. Josef Stiglitz considère que les inégalités sont produites et reproduites par les privilégiés qui sont en mesure de contrôler l'Etat et ses mesures législatives et réglementaires. Cette analyse met en évidence les avantages conférés aux plus riches dans les domaines du droit et de la protection de la propriété, de la répartition des pouvoirs dans les entreprises, de l'absence de contrôle public de la finance internationale et des mécanismes financiers déséquilibrés ou de participation au financement des services publics. Les avantages reçus par l'héritage ou la protection des brevets d'invention n'ont qu'un seul objectif, maintenir le pouvoir de la richesse de ceux qui possèdent. Nous ne vivons pas réellement dans une démocratie, mais plutôt dans une ploutocratie²¹. Le niveau excessif des inégalités d'aujourd'hui n'est pas le résultat des lois incontournables de la croissance d'une économie. Il s'agit principalement de la reproduction d'un système cumulatif de privilèges qui dépend entièrement des politiques conduites par les Etats, influencés par des « élites » privilégiées, dans le cadre d'une mondialisation qui met toutes les économies nationales en compétition.

Enfin, dans le grand débat sur la compétitivité des économies nationales concurrentes (elles sont rarement jugées solidaires), il est souvent fait état du Royaume-Uni et des Etats-Unis, deux pays libéraux comme exemple à suivre, en omettant d'en montrer les coins sombres, comme les contrats de zéro heure, l'absence de services publics dans certains territoires, les inégalités de revenus et de patrimoines. Pour Stiglitz, les réformes libérales ont largement profité aux riches, le fameux 1% de la population la plus riche ayant obtenu une augmentation de 150% de ses revenus contre 15% seulement pour les 90% les moins dotés²². Au fond, il s'agit de réduire drastiquement les avantages des plus pauvres pour les offrir aux plus riches.

Aujourd'hui, Emmanuel Macron se dit favorable à l'application de la théorie du ruissellement, alors même que tous les résultats de ces dernières années en montrent la violence dans la vie quotidienne des plus démunis²³. Toutes les expériences de réduction des protections offertes par le Code du travail en vue d'améliorer la productivité ont permis aux actionnaires et propriétaires de s'enrichir et d'obtenir un rapport asymétrique dans les négociations sociales, notamment en termes d'indemnités, de salaires et de

²¹ Fontanel, J. (2020), La globalisation atteinte du coronavirus. Inégalités, égoïsme, ploutocratie, insécurité, ThucyBlog n°30. [hal-02611716](https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02611716)

²² Stiglitz, J. (2014), Le Prix de l'inégalité, Les liens qui libèrent, Paris.

²³ Stiglitz, J. (2013), Le triomphe de la cupidité, Poche, Paris. Stiglitz, J. (2014), Le Prix de l'inégalité, Poche, Paris.

licenciements. Le SMIC est toujours contesté quant à son niveau et les procédures de revalorisation restent très avaries. Lorsqu'il est demandé que le gel du salaire minimum soit compensé par une hausse de la prime d'activité, c'est un cadeau pour les entreprises, car cette dernière est payée par l'Etat. C'est le contribuable qui paie²⁴.

Quel rôle pour l'Etat ?

Le rôle économique de l'Etat est toujours contesté. Or, les dépenses publiques permettent la satisfaction du rôle régalien de l'Etat (justice, police, défense, éducation, santé, etc.), le développement et le maintien des infrastructures par l'investissement public, les transferts sociaux par les prélèvements obligatoires et les remboursements de la dette publique. En additionnant toutes les dépenses, le secteur de prélèvement obligatoire de la France représente 55 à 58 % du PIB. Cela ne veut pas dire qu'il reste la partie congrue au secteur privé. En calculant la dépense privée comme on le fait pour la dépense publique on obtiendrait 200% du PIB²⁵.

Le secteur public est plus ou moins bien responsabilisé sur l'ensemble de la vie de ses citoyens. En Allemagne, comme aux Etats-Unis, les retraites sont majoritairement financées par capitalisation et elles restent facultatives, en France, elles sont obligatoires et par répartition. La qualité de la protection sociale est assurée. De même la gratuité de l'enseignement a un coût public qui est largement inférieur à celui des Etats-Unis en proportion. De fait, les services publics ont l'avantage d'assurer un niveau d'égalité incompressible. Les factures médicales des Etats-Unis ne sont pas comparables avec celles de la France. Les crédits d'impôts accordés aux entreprises pour la compétitivité et l'emploi appartiennent aussi à la dépense publique. L'ensemble des prestations et investissements publics est perçu aussi par le secteur privé. Les pensions de retraite ou de chômage améliorent la consommation des ménages, les remboursements de médicaments assurent l'activité privée des pharmacies et les diplômés financés par l'Etat participent à la production concurrentielle des entreprises. Comment ne pas mesurer l'importance de l'Etat pour le développement des entreprises, qui va bien au delà des seuls avantages régaliens ?

L'endettement public est souvent présenté comme un frein important de l'action de l'Etat, jugé alors comme un mauvais gestionnaire. Pendant les périodes de pandémie, toutes les entreprises se tournent vers le gouvernement pour lui demander de l'aide. Celui-ci va s'endetter auprès des banques, il va soutenir l'activité. Cet endettement est alors jugé salvateur par tous les citoyens, entreprises comprises. La France a un taux d'endettement

²⁴ Voir les pages éclairantes de Thomas Porcher, Op. Cit. pp. 86-91.

²⁵ Ramaux, C. (2014), Calculée comme la dépense publique, la dépense privée dépasserait 200% du PIB, Rue 89.

par rapport au PIB de 105% en janvier 2020, sans doute de 150 % en 2021 avec les effets de la pandémie. Lorsque l'activité aura repris, les marchés financiers reviendront à leurs intérêts et ils contesteront la dette d'un Etat incapable de gérer ses finances comme savent le faire les entreprises concurrentielles.

Pourtant la dette d'un pays n'a rien à voir avec la dette d'un ménage ou d'une entreprise. La réduction de la dette constitue souvent un obstacle à la croissance et dans ces conditions le poids de la dette augmente. Les dépenses engagées aujourd'hui bénéficient à nos enfants. Ils en ont besoin maintenant, tout comme leurs parents. S'il faut immédiatement la résorber et ainsi créer une situation de crise économique, on imagine mal que les enfants puissent être satisfaits de savoir que dans 20 ans ils n'y aura aucune dette publique, alors que leur situation immédiate sera caractérisée par une réduction des efforts publics concernant l'éducation, la santé privée et publique ou les infrastructures nouvelles. S'il faut réduire le financement public des universités et les bourses des étudiants, seuls les enfants des familles aisées pourront suivre des études supérieures, ce qui ne ferait que conforter encore plus les inégalités économiques, mais aussi culturelles, intellectuelles et sociales. Les économies réalisées dans les hôpitaux publics ne remettraient pas en cause la qualité des soins des plus riches qui pourront toujours accéder aux cliniques privées, tout en réduisant leur contribution au financement des services publics. Les élites souhaitent réduire l'Etat social ou en privatiser les fonctions pour en tirer directement des profits. La logique marchande et financière veut remplacer celle du service public. L'utilisateur devient un client.

L'endettement public n'est donc pas nécessairement l'expression d'une mauvaise gestion de l'économie nationale. Un Etat ne peut pas être géré comme une entreprise. Si le soutien à l'activité économique n'est pas apporté par l'Etat, le PIB risque de diminuer, et l'endettement s'accroît. C'est ce qui s'est passé en Grèce, sous la violence de la réponse européenne à sa crise. En outre, la dette publique n'est pas nécessairement une menace. Il y a des créanciers et des débiteurs. En supposant que la dette de l'Etat soit financée par les acteurs privés nationaux, ce qui sort d'une poche rentre dans une autre dans un circuit collectif. Les ménages percevront les revenus afférents à leurs prêts et l'Etat bénéficiera des impôts relatifs à l'augmentation du potentiel de consommation fourni par le remboursement de la dette. Il faut noter cependant que, pour la France par exemple, l'endettement public est bien inférieur à celui de la dette privée. Si le patrimoine total de la France est estimé entre 11.000 à 12.000 milliards d'euros, dont 45% constituent des biens immobiliers intransférables à l'étranger, l'endettement ne devient plus une source de grande inquiétude. En outre, la dette doit être remboursée sur plusieurs années, avec des taux d'intérêt aujourd'hui très faibles. D'autres solutions permettent d'en réduire

le montant, comme l'inflation, un impôt sur les patrimoines ou les hauts revenus ou la restructuration de la dette. Si l'endettement était un tel obstacle à la croissance, pourquoi donc les gouvernements de la France ont réduit les impôts entre 2000 et 2010 ? En 1945, l'arbitrage s'était fait en faveur des citoyens contre les très riches, les banques et actionnaires. Un Etat a le temps pour payer sa dette, car il n'a pas vocation à mourir. Il faut noter en outre que les principales crises économiques mondiales ont été le résultat d'une accumulation de dettes privées, aussi bien en 1929 qu'en 2008²⁶.

S'il faut réduire coûte que coûte la dette, alors pourquoi ne pas lutter sérieusement contre l'optimisation et l'évasion fiscales généralisées dans le monde, mais aussi en Europe ? Pourquoi ne pas sommer le Luxembourg ou les Pays-Bas de respecter les règles d'une solidarité européenne, en leur interdisant de continuer à exercer un système fiscal qui s'apparente à une action de type « beggar-thy-neighbour » ? Les paradis fiscaux monnayent leur souveraineté²⁷. Dans ces conditions, sans contrôle, les firmes peuvent imposer la loi du profit, même si le changement climatique va bientôt modifier négativement les conditions de vie du Terre. Pourtant, seules les incitations de l'Etat peuvent modifier la trajectoire tragique d'une humanité chevillée à l'économie de marché comme maîtresse du jeu²⁸. Bien sûr, les Accords internationaux autorisent parfois l'Etat à remédier aux défaillances du marché, mais les lobbies agissent pour leurs propres intérêts, comme tous les spéculateurs qui vont encore parier à la hausse quelques jours avant que le système financier ne s'effondre. Il ne faut pas brusquer les industriels, tant pis pour les effets négatifs subis par la population. Le but des puissants consiste principalement à assurer la pérennité d'un système qui les privilégie. Ainsi, le coton américain a toujours été protégé et soutenu financièrement contre la concurrence mondiale, au détriment des pays du Sud en voie de développement sans qu'une telle situation soit remise en cause par les organismes internationaux. C'est le bal des hypocrites²⁹. L'endettement public permet aux gouvernants libéraux de justifier la réduction de la place de l'Etat dans l'économie nationale, au détriment de services publics.

²⁶ En 2007, la crise de l'économie espagnole est arrivée au moment où la dette publique du pays atteignait 40% du PIB, alors que la dette privée était supérieure à 300%. C'est l'argent public qui a épongé une partie de son endettement, accroissant ainsi l'endettement des pouvoirs publics.

²⁷ Zucman, G. (2015), *The Hidden Wealth of Nations ; The Scourge of Tax Havens*, University of Chicago Press, Chicago, 200 pages. Fontanel, J. (2016), *Paradis fiscaux, Etats filous. La fuite organisée des impôts vers les pays complices*. L'Harmattan, Paris.

²⁸ Rifkin, Jeremy (2019), *Le New Deal Vert Mondial. Pourquoi la civilisation fossile va s'effondrer d'ici 2028. Le plan économique pour sauver la vie sur Terre*, Editions « Les Liens qui libèrent ». Fontanel, J. (2020), *Le New Deal Vert, la troisième révolution industrielle ? Une analyse de la pensée de Jeremy Rifkin*, Pax Economica, Grenoble ? hal-02577489. Engelhard, P. (1996), *L'homme mondial. Les sociétés humaines peuvent-elles survivre ?* Arléa, Paris. Fontanel, J. (2020), *Les sociétés économiques et humaines en danger. Une relecture de « l'homme mondial »*. Pax Economica, Grenoble. Avril, 2020. hal-02568952

²⁹ Porcher, T. (2018), *Traité d'économie hérétique*, p. 47.

Dans ces conditions, avec l'endettement de l'Etat, il est démontré que le modèle social est trop lourd, il faut l'alléger. Il faut limiter les dépenses qui représentent un « pognon de dingue ». Or, en 2019, le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté n'a jamais été aussi élevé (9 millions de personnes gagnent moins de 1020 euros par mois), alors que le montant des dividendes versés n'a jamais été aussi élevé (60 milliards d'euros de redistribution et 49,2 milliards de dividendes pour 95 milliards de profits).

La gestion « serrée » et managériale des hôpitaux a conduit aux difficultés de gestion de la pandémie Covid-19, alors que depuis plusieurs années les services d'urgence contestaient une gestion avaricieuse, tournée vers la réduction des coûts, des personnels, des salaires, sans souci excessif apporté aux soins de soutien moral et psychologique des malades. L'utilisateur était devenu un client. L'absence d'investissements dans les domaines des écoles et universités est aussi évident, alors que les bénéficiaires du système mettent leurs enfants dans des écoles privées, protégées, bien dotées et partiellement financées par l'Etat³⁰. Il en va de même dans les domaines des transports publics.

Une lecture plus attentive des situations économiques des pays de l'OCDE met en évidence le fait que si les prélèvements obligatoires en France sont importants relativement aux autres pays, les Français évitent aussi des dépenses privées obligatoires, comme les écoles, les crèches ou les soins. Selon Emmanuel Saez et Gabriel Zucman³¹, si l'on retient tous les prélèvements privés ou publics, les pourcentages des prélèvements obligatoires entre les pays européens et américains ne sont pas si différents. Sauf que dans un système public, tous les citoyens peuvent en bénéficier, quels que soient leurs revenus ou leur fortune.

La justification de la suppression de l'Impôt sur la fortune, notamment sur les placements boursiers, porte sur la fameuse théorie du ruissellement. Toutes les statistiques mettent en évidence les barrages importants sur le cours du ruisseau instantané, mais rapidement asséché. Le ruissellement n'est que de type hydrologique³². Il faut noter que les efforts de l'Etat pour lutter contre les fraudes aux prestations sociales sont considérablement plus importants en contrôles et soutiens financiers que ceux concernant l'évasion fiscale³³, alors que les estimations des pertes de l'Etat dans ces deux délits sont 50 fois plus lourdes dans le second cas. C'est un choix qui

³⁰ Branco, J. (2019), *Crépuscule, Au diable Vauvert*/Massot Editions. Vauvert.

³¹ Saez, E., Zucman, G. (2020), *Le triomphe de l'injustice ? Richesse, évasion fiscale et démocratie*. Le Seuil. Paris. Fontanel, J. (2020), *Le triomphe de l'injustice. Une lecture libre du livre de Saez et Zucman*. hal-02546608.

³² Pour le Larousse, le ruissellement exprime un flot de liquide abondant qui se répand. En hydrologie, il s'agit d'un écoulement instantané et temporaire des eaux, à la suite d'une averse. La caractéristique, c'est que s'il y a écoulement il est temporaire.

³³ Le nombre de contrôleurs dédiés a diminué en 15 ans, car il fallait faire des économies pour réduire la dette. CQFD.

témoigne d'une méfiance à l'encontre des pauvres et d'une confiance affirmée sur l'utilité des riches qu'il est préférable de ne pas trop déranger.

Enfin, la question climatique est souvent mise en avant par les gouvernants en vue d'inciter la population à respecter certaines règles contraignantes. En revanche, les efforts demandés aux entreprises les plus polluantes restent très contrôlés, car il faut sauver l'emploi, maintenir la compétitivité, protéger la croissance régionale. Les Etats-Unis utilisent du pétrole de schiste, l'Allemagne s'écarte du nucléaire pour relancer le charbon, le Canada développe les huiles des sables bitumineux. Bref, les discours sont clairs et les actes en contradiction avec eux³⁴. Les compagnies pétrolières continuent à bénéficier d'avantages fiscaux aux Etats-Unis sous la protection de Donald Trump. Les jeunes générations savent qu'il faut subventionner les énergies renouvelables, car les autres sources fossiles produisent une pollution néfaste pour la santé ainsi que l'émanation de gaz à effets de serre. Psychologiquement, le processus économique est renversé. Les énergies non renouvelables apparaissent donc comme insuffisamment compétitives d'un point de vue marchand, alors que si l'on prenait le coût réel dans le long terme de ces formes alternatives d'énergie, les résultats pour le bien-être de la population et l'avenir de la planète seraient largement inversés. Le lobbying des industries et firmes pétrolières est considérable, elles distribuent d'importants dividendes à leurs actionnaires. Pourtant, une société comme Total a d'abord été une société publique, un choix politique et non une émanation du marché. Lorsqu'une activité publique devient rentable, immédiatement le secteur privé souhaite s'en accaparer, ce qui a été fait en 2006 pour les autoroutes et sans doute prochainement pour la Française des Jeux, avec des contrats particulièrement bloqués pour que le processus inverse ne puisse se réaliser.

La volonté d'enclencher la transition énergétique par les prix est souvent recommandée. Il s'agit d'élaborer un prix du carbone en vue de rendre moins concurrentiels les produits polluants. Cependant, aujourd'hui, le pétrole est difficilement remplaçable, car la plupart des moyens de transport l'utilisent directement ou indirectement. Nous sommes dans la civilisation de la voiture et du pétrole, et toutes les infrastructures ont été conçues sur ce modèle, ce qui rend son évolution aussi difficile. Le prix du carbone est payé par les consommateurs, lesquels ne peuvent généralement pas s'en extraire au regard des moyens de transports disponibles. C'est ce qui permet aux entreprises les plus polluantes de réclamer toujours une attitude pragmatique qui consiste à réduire les normes environnementales et

³⁴ Rifkin, Jeremy (2019), *Le New Deal Vert Mondial. Pourquoi la civilisation fossile va s'effondrer d'ici 2028. Le plan économique pour sauver la vie sur Terre*, Editions « Les Liens qui libèrent ». Fontanel, J. (2020), *Le New Deal Vert, la troisième révolution industrielle ? Une analyse de la pensée de Jeremy Rifkin*, Pax Economica, hal-02577489.

sociales³⁵. Le discours est bien affiné. A les entendre, les entreprises, les actionnaires, les pétroliers, les charbonniers estiment qu'il est naturel de polluer l'air public, celui qui appartient à tout le monde. Ce sont les exigences des travailleurs face à la compétition et des normes de pollution inacceptables qu'il faut revoir pour le bon fonctionnement du système. Le chantage à la délocalisation fonctionne bien, ainsi que le lobbying acharné des entreprises dans tous les couloirs des pouvoirs politiques, qu'ils sont parfois capables d'orienter dans leurs décisions responsables.

La globalisation et la compétition mondiale

La globalisation économique est un processus qui s'est accéléré avec l'effondrement de l'URSS. Si les Accords de Bretton Woods avaient été réservés aux économies de marché des pays occidentaux, en 1995 avec la création de l'Organisation Mondiale du Commerce tous les grands pays du monde deviennent candidats ou adhérents à cette structure. La Clause de la Nation la plus favorisée semble intéresser toutes les économies du monde entier. Dans ce contexte, les pays membres bénéficient automatiquement des avantages qu'un de ses membres offre dans son commerce à un autre membre. Il est en outre impossible pour les non membres d'obtenir avec un membre des avantages supérieurs à ceux des membres eux-mêmes. Dans ces conditions, il est essentiel d'appartenir à cette instance, car toutes les économies nationales sont dépendantes d'énergie, de matières premières, de ressources agricoles, de produits à vendre à l'exportation pour bénéficier d'économies d'échelle ou de technologies protégées par des brevets. Il existe des exceptions qui favorisent les grandes puissances, à savoir les produits agricoles, l'intégration régionale et les questions relatives à la sécurité nationale (qui concernent notamment les industries d'armement)³⁶. On peut aussi ajouter le soutien aux pays en développement, mais cette clause n'est que rarement appliquée.

La construction européenne est devenue un acte de foi. De Bruxelles, le Brexit a été considéré comme une opération malheureuse pour les Britanniques qui ne manqueront pas, dans les années à venir, à le regretter. Certes, l'Europe a amélioré les conditions de paix, elle a rendu moins évidente les situations de conflits armés, mais est-ce bien cette Europe que les citoyens appellent de leurs vœux ? La zone euro a plutôt favorisé l'Allemagne au détriment de la puissance exportatrice de ses partenaires, les Pays-Bas et le Luxembourg en ont profité pour développer un système de

³⁵ L'accord COP 21 comporte 40 pages contre 1800 pages pour l'Accord Europe-Corée du Sud, ce qui met en avant l'importance des considérations écologiques comparées à celle du commerce international.

³⁶ Fontanel, J. (1995), Organisations Economiques Internationales, Masson, Paris.

prédation financière sur les revenus fiscaux des Etats voisins et partenaires³⁷, les élans de solidarité ont été pour le moins rares et froidement comptabilisés, la dépendance politique et militaire à l'égard des Etats-Unis est restée pleine et entière malgré le Trumpisme, les mouvements d'extrême droite renaissent un peu partout quand ils ne sont pas déjà aux portes du pouvoir et l'action de la Commission européenne pour le « New Deal Vert » ne manque pas d'opposants. Les écarts de développement se sont développés (alors qu'ils étaient sensés se réduire), l'Europe a surtout favorisé la concurrence entre les Etats partenaires, avec des comparaisons des résultats qui se sont injustement (moralement et scientifiquement) limités à la croissance d'un PIB³⁸ dont la signification a perdu de sa valeur, notamment lorsqu'il est présenté comme seul indicateur de performance. L'Allemand moyen est moins riche que le Français moyen, les inégalités vont croissantes et le sentiment de sécurité citoyenne est très hétérogène de pays à pays.

Le Fonds Monétaire International est un prêteur de dernier recours. Il prête, sous condition de réformes structurelles, aux pays en développement. Or, situé à Washington, il est au centre du sanctuaire du capitalisme. Il ne se préoccupe pas seulement de la stabilité du système monétaire mondial, il pratique et recommande les vertus du libre échange et de la libéralisation privée des forces de production. Dans ce contexte, il soutient la spécialisation des pays, l'ouverture de leurs marchés et la réduction du rôle économique et social de l'Etat. Le libre-échange devient la norme de l'économie internationale, et, en relation avec la théorie des avantages comparatifs, il est demandé aux pays les moins développés de se spécialiser dans les produits dans lesquels ils apparaissent les plus utiles à la communauté internationale des consommateurs. La spécialisation des pays en développement dans les matières premières recommandée par la FMI a pourtant souvent été un obstacle au développement des pays concernés, notamment parce que la propriété de la production n'est pas nationale. Elle enrichit les firmes multinationales propriétaires, lesquelles sont suffisamment fortes pour transformer leur influence financière en armes de corruption et faiseurs de rois (ou de Présidents). Le gouvernement ne maîtrise pas la volatilité des marchés, internationaux, les règles de la spéculation, l'intervention des marchés financiers. En exploitant leurs ressources naturelles sans réinvestir dans le pays, les firmes multinationales

³⁷ Fontanel, J. (2020), L'Europe des paradis fiscaux, Université Grenoble-Alpes. Liber Amicorum, Mélanges en l'honneur de Madame la Professeure Catherine Schneider, 2019. Hal-02102230

³⁸ Fontanel, J., Guilhaudis, J-F. (2019), Les effets pervers de l'usage du PIB pour la décision politique et les relations internationales. Comment en sortir ? Annuaire Français des Relations Internationales, AFRI 2019. Fontanel, J., Donsimoni, M. (2019), Les ambiguïtés de la mesure de la puissance économique des Etats par les parités de pouvoir d'achat AFRI 2019, Paris.

appauvrissent durablement le pays. En cas de crise généralisée ou dans leur secteur de production, les pays sombrent dans une récession violente. L'Algérie ou la République du Congo, producteurs de pétrole, connaissent une crise économique latente sous fond de corruption et d'inégalités économiques croissantes.

Le fameux consensus de Washington a souvent accouché de crises économiques douloureuses, sans pour autant permettre aux pays concernés d'être en mesure de satisfaire le bien-être de leurs concitoyens. Les leçons de List ont été sciemment oubliées sur l'autel de la cupidité éternelle. Les pays qui ont vraiment réussi leur développement économique (tel qu'il est défini aujourd'hui) n'ont pas appliqué cette politique économique qui leur était suggéré, parfois imposé, par les organisations économiques internationales, comme le FMI ou la Banque mondiale. Ainsi, la Corée du Sud a plutôt mené une politique industrielle en appliquant un protectionnisme intelligent et des subventions publiques ciblées, en vue de créer des grands groupes industriels qui constituent la base de son développement. Historiquement, le Royaume-Uni a bâti son développement économique sur les Actes de Navigation, puis sur l'expansion coloniale ; les Etats-Unis ont été protectionnistes avant la fin de la première guerre mondiale et le capitalisme chinois est toujours lui-même très protecteur.

Les Traités de libre-échange donnent trop de pouvoir aux firmes multinationales, lesquelles peuvent contester toutes les normes décidées démocratiquement. Leur influence dans les coulisses du pouvoir, quand elles ne sont pas elles-mêmes le pouvoir, est considérable. Alors que dans un pays gaz de schiste est interdit de production dans un pays, comment accepter qu'une firme multinationale l'importe dans ce même pays ? Comment accepter un accord de l'Union européenne avec le Canada, alors que les normes environnementales n'étant pas les mêmes, les prix offerts sont plus bas pour les consommateurs ? Les intérêts commerciaux des firmes multinationales sont bien préservés. Ainsi, une entreprise a droit au respect des normes juridiques qu'elle a accepté au moment de son implantation. Si un Etat décide de modifier ses normes de consommation ou de pollution, il est passible d'un procès qui sera sans doute gagné par les firmes, supprimant ainsi le libre choix démocratique des peuples. Aujourd'hui, avec les nouvelles connaissances scientifiques et le réchauffement climatique, les Etats souhaiteraient modifier les règles de l'accord, mais les tribunaux ou médiateurs internationaux privés restent souvent plutôt sensibles aux arguments du droit privé au regard de celui du droit public.

Comment se fait-il que ceux qui réclament le libre-échange soient les gouvernants des grandes puissances économiques, lesquelles disposent d'entreprises puissantes qui s'implantent partout, en s'appuyant sur leur force financière pour anéantir l'essor de toutes les entreprises concurrentes. Grâce à cette expansion territoriale de leurs activités, les firmes peuvent

alors mettre en concurrence les salariés des pays industrialisés avec ceux, nettement moins onéreux, des pays pauvres. La délocalisation des activités affecte nombre d'entreprises françaises. Les citoyens se sont rendus compte que la plupart des médicaments, essentiels à la santé publique, étaient produits en Chine ou en Inde, selon des modalités complexes, puisque parfois trois usines de pays différents étaient utiles pour la fabrication de ces produits, avec une dernière étape européenne pour leur conditionnement commercial. Dans ce contexte, les industries pharmaceutiques optimisent les coûts des médicaments afin de mieux rémunérer la caste des actionnaires et des dirigeants³⁹. Il est souvent dit que cela contribue au développement économique des pays receveurs. Or, ce n'est sans doute pas la réalité des choses, compte tenu du partage de la valeur ajoutée, qui bénéficie d'abord à ceux qui disposent des brevets, lesquels sont souvent, artificiellement, installés dans des paradis fiscaux. En outre, si une augmentation de salaire devient nécessaire dans le pays d'accueil de la production, une autre délocalisation sera alors prévue. Ainsi, plusieurs installations industrielles sont allées en Chine, puis en Inde, puis au Vietnam et l'Indonésie. Dans ce cas, l'entreprise qui supporte la délocalisation dispose d'un savoir-faire qu'il ne peut utiliser que si les droits relatifs au brevet lui sont accordés, contre monnaie trébuchante. De fait, si des effets positifs existent à court terme pour les économies nationales, ils conduisent cependant à une forte dépendance économique et donc à un pouvoir de négociation faible face à des firmes multinationales. Le libre-échange permet aux firmes les plus puissantes de négocier leurs installations dans un pays et d'imposer de nouvelles règles qui leur seront favorables, notamment celle de pouvoir à tout moment rapatrier leurs profits sans contrôle de changes et d'éviter l'impôt.

« La mondialisation, d'abord arme des pays riches contre les pays pauvres, est devenue l'arme des multinationales contre les citoyens »⁴⁰. Il faut ajouter contre tous les citoyens des pays concernés. La puissance des GAFAM est un exemple intéressant de la domination des entreprises qui peuvent s'infiltrer dans tous les interstices des pouvoirs privés et publics pour dominer et influencer les évolutions soit disant démocratiques de nos vies quotidiennes⁴¹. Un nouveau Lievathan est possible. Dans le système capitaliste, une grande partie de la liberté réelle est fondée sur la possession d'argent et de biens et services. Or, les grandes fortunes sont de plus en plus importantes, souvent supérieures aux budgets d'Etats membres de l'ONU, alors qu'une bonne moitié de la population a les plus grandes difficultés à

³⁹ Il est intéressant de rappeler que les coûts de la recherche-développement des produits pharmaceutiques sont en moyennes deux fois inférieurs à ceux du marketing et de la commercialisation.

⁴⁰ Porcher, Op. Cit.191.

⁴¹ Fontanel, J., Sushcheva, N. (2019), La puissance des GAFAM : réalités, apports et dangers, AFRI, Annuaire Français des Relations Internationales, Paris.

satisfaire leurs besoins élémentaires. Le système mis en place, protégé par les organisations internationales, continue à produire inexorablement des inégalités économiques et sociales inexplicables autrement que par une exploitation de tous ceux qui ne sont pas propriétaires de moyens de production ou spéculateurs. L'économie n'est plus au service des hommes, mais de ceux qui récoltent les fruits du travail commun, et qui n'ont même pas la politesse d'être heureux de leur situation, toujours en manque d'un « toujours plus » cupide qui opprime les classes laborieuses.

Pourtant, il n'est pas avéré que tous les comportements humains soient fondés sur l'égoïsme et la cupidité. Les organisations non gouvernementales cherchent à introduire les idées de solidarités et de partage, même si les objectifs de certaines d'entre elles semblent satisfaire soit des intérêts politiques et stratégiques, soit expriment les influences constantes de lobbies⁴². Il n'empêche qu'elles font évoluer la société en défendant des intérêts humains qui n'intéressent guère les gestionnaires et les économistes dont les actions sont souvent limitées à la maximisation du profit ou à la croissance du PIB, sans considération humaniste sur la répartition des fruits de l'activité économique.

Le PIB est un indicateur trompeur qui laisse croire lorsqu'il est positif que sa croissance améliore le bien-être de chacun, alors qu'il a pu être le résultat de pollutions diverses, de dégradation des patrimoines écologiques et d'un accaparement de ses fruits par les privilégiés⁴³.

La concurrence comme base sociale d'un système économique permet toutes les ruses de production pour satisfaire une consommation largement inspirée par les messages publicitaires. Il faut mettre les biens communs au-dessous de toutes les accumulations privées. Les jeunes générations, avec les colocations ou le covoiturage donnent un exemple intéressant d'une nouvelle forme plus solidaire de société. Avec la fin de l'expérience soviétique, l'économie de marché se présentait comme le système qui devrait apporter la paix et le développement économique à l'ensemble des Nations. La situation actuelle met surtout en évidence un système qui accélère le danger climatique, qui crée des inégalités insoutenables et a su créer un monopole de l'information économique et du contrôle politique des Etats. La parole et les idées sont filtrées par le sas d'une liberté qui n'est au fond reçue que réduites à des bribes plus ou moins élargies selon les moyens financiers des individus.

⁴² Bensahel-Perrin, L., Fontanel, J., & Corvaisier-Drouart, B. (2009). Les organisations non gouvernementales. L'homme au coeur d'une mondialisation solidaire.

⁴³ Fontanel, J., Guilhaudis, J-F. (2019), Les effets pervers de l'usage du PIB pour la décision politique et les relations internationales. Comment en sortir ? Annuaire Français des Relations Internationales, AFRI 2019.

Fontanel, J., Donsimoni, M. (2019), Les ambiguïtés de la mesure de la puissance économique des Etats par les parités de pouvoir d'achat AFRI 2019, Paris.

Pour Deleuze et Guattari, le capitalisme est schizophrénique. « Le manque est aménagé, organisé dans la production sociale. Il est produit par l'instance d'antiproduction qui se rabat sur les forces productives et se les approprie. Il n'est jamais premier. La production n'est jamais organisée en fonction d'un manque antérieur, c'est le manque qui vient se loger, se vacuoliser, se propager, d'après l'organisation d'une production préalable. C'est l'art d'une classe dominante, cette pratique du vide comme économie de marché : organiser le manque dans l'abondance de production, faire basculer tout le désir dans la grande peur de manquer, faire dépendre l'objet d'une production réelle qu'on suppose extérieure au désir (les exigences de la rationalité), tandis que la production du désir passe dans le fantasme (rien d'autre que le fantasme) »⁴⁴. La rareté est organisée comme condition du maintien du système et de ses privilèges. Le capitaliste accumule pour le profit et le pouvoir, il n'a jamais l'idée de servir l'intérêt général.

Bibliographie

- Aglietta, M. (2020), La vraie richesse des Nations est leur capital public », *Le Monde*, 17-18 Mai.
- Bensahel-Perrin, L., Fontanel, J., & Corvaisier-Drouart, B. (2009). *Les organisations non gouvernementales. L'homme au coeur d'une mondialisation solidaire*.
- Branco, J. (2019), *Crépuscule, Au diable vauvert*. Massot Editions, Vauvert.
- CAE (2015), Protection de l'emploi, emploi et chômage, *Focus*, n°003.
- Chavagneux, C. (2017), Deux fois plus de dividendes que d'investissements, *Alternatives économiques*, 11 Janvier.
- Coulomb, F. and Fontanel, J., 2003. Disarmament: A century of economic thought. *Defence and peace economics*, 14(3), pp.193-208.
- Coulomb, F., Fontanel, J. (2006). Mondialisation, guerre économique et souveraineté nationale. In *La question politique en économie internationale* (pp. 190-201). La Découverte, Paris.
- Delesse, C. (2016), *NSA. National Security Agency*. Taillandier., Paris.
- Deleuze, G., Guattari, F. (1975), *Capitalisme et schizophrénie ? L'anti-Œdipe*, Les Editions de Minuit. Paris.
- Dupuy, J-P. (2004) *Pour un catastrophisme éclairé*, Ed. Seuil, Coll. Points essais, Paris.
- Dupuy J.P. (2010), *La marque du sacré*, Ed. Flammarion, Paris.

⁴⁴ Deleuze, G., Guattari, F. (1975), *Capitalisme et schizophrénie ? L'anti-Œdipe*, Les Editions de Minuit. Paris. p. 35.

Engelhard, P. (1996), L'homme mondial. Les sociétés humaines peuvent-elles survivre ? Arléa, Paris.

Fontanel, J., Bensahel, L. (1992). La guerre économique. Ares, Défense et Sécurité [Grenoble, Lyon], 13(4), 9-50.

Fontanel, J. (2001), L'action économique de l'Etat, L'Harmattan, Paris.

Fontanel, J., Arrow, K., Klein, L., & Sen, A. (2003). Civilisations, globalisation et guerre. PUG, Presses Universitaires de Grenoble, PUG, Grenoble.

Fontanel, J. (2005). La globalisation en analyse: géoéconomie et stratégie des acteurs. Editions L'Harmattan.

Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2014). For a general concept of economic and human security. The Evolving Boundaries of Defence: An Assessment of Recent Shifts in Defence Activities, 75.

Fontanel, J. (2016), Paradis fiscaux, Etats filous. La fuite organisée des impôts vers les pays complices. L'Harmattan, Paris.

Fontanel, J. (2018), Puissance et nationalisme économique, PSEI, Paix et Sécurité Européenne et Internationale, Université de Nice Sophia-Antipolis

Fontanel, J., Sushcheva, N. (2019), La puissance des GAFAM : réalités, apports et dangers, AFRI, Annuaire Français des Relations Internationales, Paris.

Fontanel, J., Guilhaudis, J-F. (2019), Les effets pervers de l'usage du PIB pour la décision politique et les relations internationales. Comment en sortir ? Annuaire Français des Relations Internationales, AFRI 2019.

Fontanel, J., Donsimoni, M. (2019), Les ambiguïtés de la mesure de la puissance économique des Etats par les parités de pouvoir d'achat AFRI 2019, Paris.

Fontanel, J. (2019) Les analyses philosophiques et économiques des liens entre la guerre et l'économie jusqu'en 1776. ILERI Blog. Paris, France. 2019. [Hal-02314440](#)

Fontanel, J. (2020), Le New Deal Vert, la troisième révolution industrielle ? Une analyse de la pensée de Jeremy Rifkin, Pax Economica, [hal-02577489](#).

Fontanel, J. (2020), La globalisation atteinte du coronavirus. Inégalités, égoïsme, ploutocratie, insécurité, ThucyBlog n°30, [hal-02611716](#).

Fontanel, J. (2020), Les sociétés économiques et humaines en danger. Une relecture de « l'homme mondial ». Pax Economica, Grenoble. Avril, 2020. [hal-02568952](#)

Fontanel, J. (2020), Le triomphe de l'injustice. Une lecture libre du livre de Saez et Zucman. [hal-02546608](#).

Fontanel, J. (2020), L'Europe des paradis fiscaux, Université Grenoble-Alpes. Liber Amicorum, Mélanges en l'honneur de Madame la Professeure Catherine Schneider, 2019. [hal-02102230](#)

Fontanel, J. (2020), De crises en crises. De la maladie des hommes à la maladie de la Terre, Pax Economica, [hal-02626191](https://doi.org/10.1007/978-2-7071-0262-6)

GIEC, Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, GIEC (2018), Résumé à l'intention des décideurs, in « Global Warning of 1.5°C ; An IPCC Special Report, Organisation météorologique mondiale, Genève, <https://www.ipcc.ch/sr15/>)

Guilhaudis, J-F. (2017), Relations internationales contemporaines, LITEC, Paris.

Lange, G-M, Wodon, Q., _Carey, K. (2018) The Changing Wealth of Nations 2018 ; Building a Sustainable Future », World Bank, Washington.

Mandelbrot, B. (2009), Il était inévitable que des choses très graves se produisent, La monde 19 Octobre.

Mandelbrot, B. (2009), Une approche fractale des marchés : risquer, perdre, gagner, Rditions Odile Jacob. Paris

Montesquieu (1758, 1995), De l'Esprit des lois, Gallimard, 2 volumes, Paris.

Morin, E. (2020), Le Monde 18-20 Avril.

OECD (1994), The OECD Jobs Study : Facts Analysis, Strategies, OCDE, Paris.

Porcher, T. (2019), Traité d'économie hérétique. En finir avec le discours dominant. Pluriel. Fayard. Paris

Pouvoirs (2018), Solutions pour reprendre le pouvoir sur les données (2018) La datacratie », Revue Pouvoirs Le Seuil, Paris.

Ramaux, C. (2014), Calculée comme la dépense publique, la dépense privée dépasserait 200% du PIB, Rue 89.

Rifkin, Jeremy (2019), Le New Deal Vert Mondial. Pourquoi la civilisation fossile va s'effondrer d'ici 2028. Le plan économique pour sauver la vie sur Terre, Editions « Les Liens qui libèrent ».

Saby, B., Saby, D. (2016), Compétitivité, mercantilisme et guerre économique, L'Harmattan, Paris.

Saby, B., Saby, S. (2019), La science économique, paravent de la guerre économique, AFRI, Annuaire Français des Relations Internationales, Paris.

Saez, E., Zucman, G. 2020), Le triomphe de l'injustice ? Richesse, évasion fiscale et démocratie. Le Seuil. Paris.

Smith, R., & Fontanel, J. (2008). International security, defence economics and the powers of nations. In J. Fontanel, Chatterji, M. (Eds), War, peace and security (pp. 37-51). Emerald.

Stiglitz, J. (2014), Le Prix de l'inégalité, Les liens qui libèrent, Paris.

Stiglitz, J. (2013), Le triomphe de la cupidité, Les biens qui libèrent, Paris.

Williams, B. (1981), Moral luck, Cambridge University Press

Zucman, G. (2015), The Hidden Wealth of Nations ; The Scourge of Tax Havens, University of Chicago Press, Chicago, 200 pages.

